

Jordanie

CONTEXTE

Depuis dix ans, la Jordanie s'est lancée avec succès dans de vastes réformes structurelles dans l'éducation et la santé, et a engagé des programmes de privatisation/libéralisation. Par ailleurs, le gouvernement a introduit des systèmes de protection sociale et réformé les subventions, cherchant à améliorer le climat des affaires pour susciter plus de partenariats public-privé (PPP) dans les infrastructures. Il a également planché sur la fiscalité, y compris pour améliorer le fonctionnement et la gestion du Trésor.

La Jordanie doit relever un certain nombre de défis, dont la vulnérabilité aux aléas du marché international du pétrole, étant donné sa forte dépendance aux importations énergétiques et les ruptures d'approvisionnement de gaz égyptien ; un chômage omniprésent et la dépendance vis-à-vis des envois des travailleurs expatriés dans les pays du Golfe ; la pression accrue sur les ressources naturelles et, en particulier, sur l'eau ; et les retombées toujours plus graves des conflits syrien et iraquien.

Les tensions régionales et leur récente extension à l'Iraq pèsent sur l'économie jordanienne, en creusant le déficit commercial du pays et en amoindrissant la confiance des investisseurs. Le tassement des exportations plombées par les récents événements en Iraq et, parallèlement, la forte hausse des importations d'énergie devraient aggraver le déséquilibre de la balance commerciale au second semestre 2014.

Les vulnérabilités macroéconomiques persistent, sous l'effet des lourdes pertes subies par la compagnie nationale d'électricité, la NEPCO, à la suite des ruptures d'approvisionnement de gaz en provenance d'Égypte. Le gouvernement fait preuve de discipline budgétaire, ce qui n'empêche pas la banque centrale de maintenir une politique monétaire accommodante. Le redressement du déficit commercial et la reprise des investissements publics devraient relancer l'activité en 2015 et 2016, à respectivement 3,4 et 3,9 %.

Mais du fait du conflit syrien et de la crise récente en Iraq, la Jordanie est confrontée à de redoutables défis à court terme. À moyen terme, elle devra impérativement diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique pour pouvoir résorber ses lourds déficits jumeaux et remédier à ses fragilités macroéconomiques. Afin de réduire son exposition aux chocs extérieurs, la Jordanie devra adopter de saines politiques économiques et engager des réformes susceptibles de doper la croissance.

En installant les conditions adéquates pour un surcroît d'investissements privés et une amélioration de la compétitivité, la Jordanie pourra enclencher le processus de croissance indispensable pour créer des emplois et faire reculer la pauvreté. Les autorités auront sans doute du mal à respecter le programme d'assainissement budgétaire, mais celui-ci est une condition nécessaire du maintien de résultats économiques solides.

STRATÉGIE

La stratégie de partenariat du Groupe de la Banque mondiale appuie les efforts de la Jordanie en faveur d'une croissance plus solide et de la création d'emplois.

Lors de l'adoption de la stratégie, le conflit en Syrie commençait juste à rejallir sur ses pays voisins, sans atteindre les proportions dévastatrices et aux conséquences probablement durables observées depuis. L'aptitude de la Jordanie à s'adapter à cette évolution du contexte régional et à poursuivre les réformes indispensables sera cruciale pour l'aider à rebondir dans les années qui viennent.

Si l'orientation générale de la stratégie de partenariat reste valable, des ajustements se sont néanmoins révélés nécessaires afin de tenir compte de ces évolutions et de garantir la poursuite du double objectif du Groupe de la Banque mondiale. Trois piliers ont ainsi été introduits : renforcement de la résilience du pays face aux chocs économiques pour maintenir un rythme de croissance suffisant dans un contexte difficile ; recherche de solutions pour consolider le socle de la compétitivité du pays afin d'en faire un pôle régional d'activités stable et de contribuer à la promotion d'une prospérité partagée ; et atténuation des vulnérabilités centrales et locales pour contribuer à la réduction de la pauvreté.

En septembre 2014, le portefeuille de la Banque mondiale en Jordanie comprend 32 projets en cours, représentant une valeur de 496,4 millions de dollars (prêts et dons). Ce portefeuille réunit des investissements dans le développement urbain, l'éducation, l'énergie, l'environnement, la gouvernance publique, l'administration, les services sociaux et la finance ainsi que le secteur privé.

La Banque mondiale soutient les capacités et les performances de la Jordanie en matière de gouvernance, de gestion financière, d'efficacité du secteur public et de croissance tirée par le secteur privé, par le biais de deux prêts en appui aux politiques de développement, de 250 millions de dollars chacun. Elle apporte également son soutien au pays face à la crise syrienne et à ses répercussions : l'afflux massif de réfugiés met à rude épreuve l'aptitude des autorités à assurer des services de base et a provoqué un regain de tensions sociales sur fond de concurrence face à l'emploi.

Un prêt d'urgence de 150 millions de dollars, approuvé en juillet 2013, a permis aux ménages concernés de préserver leur accès aux soins médicaux et aux biens de première nécessité. Un don complémentaire en faveur des services et de la résilience sociale, de 50 millions de dollars et approuvé en octobre 2013, a bénéficié de l'appui du Royaume-Uni, du Canada et de la Suisse. Ce projet aide les municipalités à étoffer leurs capacités de services, à soutenir le développement économique local et à favoriser la cohésion sociale dans les communautés d'accueil (voir la rubrique Résultats).

RÉSULTATS

Développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour une croissance inclusive : ce projet de la BIRD a eu un impact sensible sur l'essor de ce secteur en Jordanie, grâce à la promotion de services d'intermédiation financière inclusifs, qui ont conforté la place des MPME dans la création d'activité et d'emplois. Il a contribué à la création de plus de 2 000 emplois dans le secteur privé pour les catégories les plus défavorisées et à la réduction de la pauvreté dans un contexte de détérioration de la conjoncture macroéconomique. Près de 62 % de ses bénéficiaires vivent en dehors d'Amman, où les taux de chômage et de pauvreté sont élevés. Le projet est également parvenu à faire progresser la condition féminine, les chefs d'entreprise femmes représentant 85 % des bénéficiaires. Quant aux jeunes, les plus durement touchés par le chômage, ils constituent plus de 45 % des personnes visées par le projet.

Deuxième projet de réforme de l'éducation pour une économie du savoir : ce financement de la BIRD a permis de développer à titre pilote des écoles maternelles de qualité et proposant une offre alternative radicalement innovante afin : de couvrir tout le territoire (entre la rentrée 2009/2010 et celle de 2014, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement paraprimaire est passé de 52,3 à 58,9 %) ; de mettre en place un système d'information pour une « école ouverte », le ministère de l'Éducation s'étant engagé à poursuivre la publication des rapports de suivi et d'évaluation sur son site Internet dans une volonté de promouvoir une culture de la transparence dans le secteur ; et de construire et rénover des établissements scolaires. Les taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire ont progressé de respectivement 96,9 à 98,1 % et de 60,4 à 76,9 %.

Programme d'urgence pour les services et la résilience sociale : les subventions forfaitaires accordées dans le cadre de ce projet aux municipalités du Nord de la Jordanie doivent permettre aux autorités locales de faire face à la demande accrue de services de base liée à l'afflux massif de réfugiés syriens. Les neuf municipalités visées accueillent pratiquement la moitié des réfugiés qui ne sont pas installés dans des camps (soit environ 300 000 personnes). Pendant sa première année d'application, le projet a financé l'acquisition de biens, la fourniture de services et l'organisation de chantiers à hauteur de 20 millions de dollars. Pour 60 %, ces ressources servent à acheter les équipements nécessaires pour faire face à la hausse de la demande de services municipaux de base, dont la collecte des déchets

ménagers, la gestion des eaux usées et l'accès à l'eau. Des dons financent également des investissements dans des infrastructures définies comme prioritaires par les communautés et les municipalités, afin d'améliorer le réseau routier ou l'éclairage public mais aussi d'apaiser les tensions entre les habitants. Sous réserve de mobiliser des fonds supplémentaires, le projet pourrait s'étendre à d'autres municipalités touchées par la crise syrienne.

Réforme du secteur de la justice : les deux projets de renforcement des services communautaires d'aide juridique aux pauvres (don du Fonds japonais de développement social/JSDF) et d'élargissement de la couverture des services d'aide juridique aux Iraquiens et aux Palestiniens déplacés (don du Fonds pour la construction de la paix et de l'État/SPF) ont vocation à améliorer les services juridiques aux personnes vulnérables, notamment les pauvres et les communautés de réfugiés venus d'Iraq, de Palestine et de Syrie. Plus de 3 400 personnes ont bénéficié de consultations juridiques et environ 1 500 autres ont pu se faire assister par un avocat. Par ailleurs des campagnes de sensibilisation et d'information ont aidé plus de 6 800 personnes vulnérables, pour les deux tiers d'entre elles, des femmes.

Société financière internationale (IFC) : l'IFC a poursuivi un solide programme d'investissement en faveur de la Jordanie ces dernières années et a réussi à mobiliser d'autres investisseurs, en particulier dans des domaines aussi pointus que les énergies renouvelables. Sur l'exercice 2014, son portefeuille a approché les 420 millions de dollars. Parmi les opérations les plus remarquables, l'investissement en faveur de la première installation privée de production d'énergie renouvelable en Jordanie, avec la création d'un parc éolien (221 millions de dollars) ; la poursuite d'investissements consacrés à l'aéroport Queen Alia (environ 94 millions) ; un investissement dans Luminus, premier fournisseur privé de formation technique et professionnelle du pays (11 millions) ; et un investissement en faveur de FINCA Jordanie, une grande organisation locale de microfinance (2 millions). Le portefeuille pour l'exercice 2015 prévoit plusieurs opérations à l'appui des énergies renouvelables, qui s'inscrivent dans le cadre d'un projet national, et la poursuite du soutien au secteur financier, à travers notamment le programme de l'IFC pour le financement des échanges. L'IFC continue par ailleurs d'offrir ses services de conseil pour conforter les infrastructures financières (bureau de crédit, prêts sécurisés), renforcer les capacités des institutions de microfinance, améliorer la gouvernance institutionnelle, simplifier l'inspection du travail et optimiser l'efficacité énergétique.

Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) : début septembre 2014, les engagements bruts de la MIGA en Jordanie s'élevaient à 212,9 millions de dollars, sachant qu'en 2013, l'Agence avait émis une garantie contre le risque politique de 13 millions de dollars en faveur d'un investisseur américain impliqué dans l'extension du projet de traitement des eaux usées d'As Samra. La MIGA soutient également l'agrandissement et l'exploitation des usines de production de brome et de produits dérivés. Elle a émis une garantie de 199,8 millions de dollars pour ce projet afin de couvrir une prise de participation, en 2012, de l'américain Albemarle Corporation dans le capital de la Jordan Bromine Company Limited. Ce soutien de la MIGA à des opérateurs privés envoie un signal fort aux investisseurs quant à la viabilité de leurs opérations en Jordanie.

Dernière mise à jour : octobre 2014